



LA COOPÉRATION FRANÇAISE / FRENCH COOPERATION

LES ACTIONS DE LA POLITIQUE DE COOPÉRATION DE LA FRANCE CONCERNE LES 55 PAYS DE LA ZONE DE SOLIDARITÉ PRIORITAIRE (ZSP) EN PRIORITÉ L'AFRIQUE, LE VIETNAM, LE LAOS, LE CAMBODGE ET HAÏTI.

Une politique dont les objectifs sont / **our objectives are :**

- l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et la réduction de la pauvreté / **Millenium Development Goals and poverty reduction**
- La croissance économique et la création d'emplois / **economic growth**
- La protection des biens publics mondiaux / **global public goods**

=> Ces objectifs ont été déclinés en neuf secteurs sur lesquels la France concentre la plupart de ses moyens d'intervention : éducation, eau et assainissement, santé et lutte contre le sida, agriculture et sécurité alimentaire, développement des infrastructures en Afrique subsaharienne, protection de l'environnement et de la biodiversité, développement du secteur productif, gouvernance, enseignement supérieur et recherche.

Des moyens financiers en augmentation régulière depuis 2002, conformément aux engagements pris par la France lors de la conférence de Monterrey / **Financial commitments are respected**

L'aide publique au développement de la France atteindra 0,5% du revenu national brut (RNB) en 2007 (plus de 9 milliards d'euros) en vue d'atteindre 0,7% en 2012.

L'Agence française de développement (AFD) est l'opérateur pivot de la coopération française, qui intervient sous forme de subventions et sous forme de prêts.

Une politique partenariale avec les ONG, les collectivités locales et la société civile, acteurs importants du développement.

La France est le 1er contributeur au Fonds européen de développement (FED / EDF).

Financements innovants : la France participe à l'initiative UNITAID qui finance une facilité internationale d'achat de médicaments/ **new financing mechanism : the international drug purchase facility**

=> Objectif : lutter contre la tuberculose, le sida et le paludisme. Cinq pays fondateurs : Brésil, Chili, France, Royaume-Uni, Norvège - site web : www.unitaid.eu.

QUELQUES ACTIONS

DOCUMENTS CADRES DE PARTENARIAT / **COUNTRY PARTNERSHIP PAPERS**

* Définition avec chaque pays partenaire d'un document unique de stratégie pour la coopération française, le document cadre de partenariat (DCP) / **Country Partnership Papers (5 Years) With Annual Evaluations**

- Concentration sur 3 secteurs au maximum, une annexe financière indicative sur 5 ans
- Signature avec le pays partenaire, publicité du document, **évaluation annuelle** pour le suivi des résultats
- **26 DCP signés**, qui concerne 80% de l'aide de la France à la ZSP.

SITE WEB : www.diplomatie.gouv.fr

PRODUIRE DES STATISTIQUES POUR MESURER LES RESULTATS / **IMPROVING STATISTICAL CAPACITY**

La France renforce les capacités statistiques des pays en développement

- * Formation des statisticiens-économistes / **Training specialists in statistics** (appui aux trois « grandes écoles » de statistique d'Afrique subsaharienne)
- * Production statistique en Afrique : soutien à AFRISTAT / **Production of statistics**

Résultats :

- L'observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne, **AFRISTAT**, est l'instrument principal de la coopération française. C'est une organisation internationale qui comprend actuellement 18 Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée Equatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo, le Burundi devant adhérer courant 2007). AFRISTAT permet de mettre en œuvre des outils statistiques essentiels pour la conduite des politiques macroéconomiques et des stratégies de réduction de la pauvreté

Exemples d'outils mis en oeuvre :

- Indices des prix à la consommation pour les pays de l'UEMOA, en cours pour ceux de la CEMAC ; suivi de la conjoncture et prévisions à court terme
- Production par enquêtes des indicateurs de suivi et d'évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté ;
- Internet : mise en place des bases de données et des sites Internet des instituts nationaux de statistique.

SITE WEB : www.afristat.org

- * Analyse de la pauvreté et de la gouvernance en Afrique sub-saharienne : soutien à DIAL / **Poverty analysis**

DIAL (Développement, Institutions et Analyses de Long terme), est un opérateur de la coopération française en Afrique subsaharienne qui intervient à la fois dans le domaine statistique et dans le suivi et l'évaluation des politiques de développement et de réduction de la pauvreté.

Principaux résultats :

- DIAL a conçu les enquêtes « 1-2-3 » auprès des ménages sur l'emploi, le secteur informel et la pauvreté. Ce projet permet de produire des indicateurs pour le suivi des DSRP et de la progression des pays vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement. DIAL a mis au point des outils de qui permettent de quantifier l'impact des politiques nationales à partir de ces indicateurs.

SITE WEB : www.dial.prd.fr

- * Soutien aux initiatives internationales sur le renforcement des capacités statistiques / **supporting international initiatives**

La France participe aux activités et finance le Secrétariat de PARIS21 et le Fonds fiduciaire de la Banque Mondiale pour le renforcement des capacités statistiques.

SITE WEB : www.paris21.org

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT AU SERVICE DE L'EFFICACITE DE L'AIDE / **AFD DEMONSTRATING AID EFFECTIVENESS**

* L'AFD est l'opérateur pivot de la coopération française. L'approche par les résultats est permanente tout au long de son cycle opérationnel / **Management for Development Results (MfDR) is used systematically throughout the project cycle**

- Indicateurs agrégables pour suivre les résultats vis-à-vis des Objectifs du Millénaire pour le Développement
- Analyse économique des projets et de leurs impacts en terme d'inégalités.

SITE WEB : www.afd.fr

LES STRATEGIE NATIONALES DE DEVELOPPEMENT (APPUI AUX CSLP) / **POVERTY REDUCTION STRATEGIES AND MFDR**

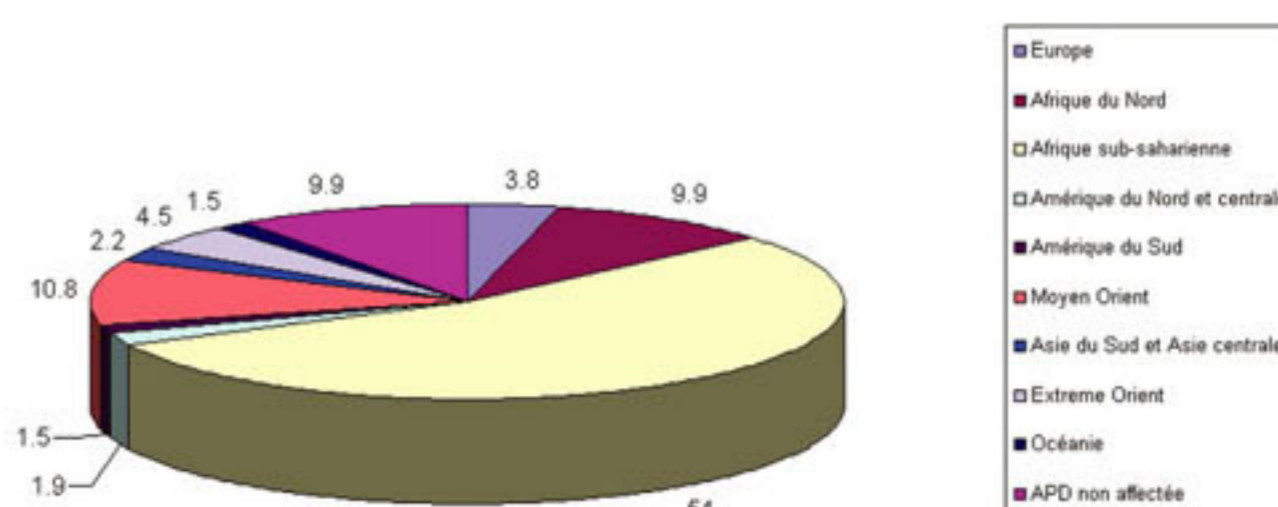
Pour que l'aide soit efficace, les stratégies des pays du Sud (CSLP) doivent se traduire concrètement dans les politiques publiques. La définition des nouveaux CSLP sera décisive.

- * Création à Dakar en 2007 d'un pôle régional d'appui aux CSLP en lien avec le PNUD / **creation of a regional hub in Dakar in partnership with UNDP**

Objectifs :

- Accompagner les équipes nationales en charge de l'articulation entre CSLP et dépenses de l'Etat (planification budgétaire)
- Améliorer la prise en compte des Objectifs du Millénaire pour le Développement dans les CSLP et dans les budgets conçus chaque année par les Etats partenaires.

Répartition géographique de l'APD française en 2005 (%)



CONTACTS

- Ministère des Affaires étrangères – direction générale de la coopération internationale et du développement - 244, Bd Saint Germain – 75303 Paris 07 SP - www.diplomatie.gouv.fr
- Ministère de l'Economie et des Finances – direction générale du Trésor et de la politique économique – 139, rue de Bercy – 75572 Paris Cedex 12 - www.finances.gouv.fr
- Agence française de Développement (AFD) – 5, rue Roland Barthes – 75598 Paris Cedex 12 – www.afd.fr